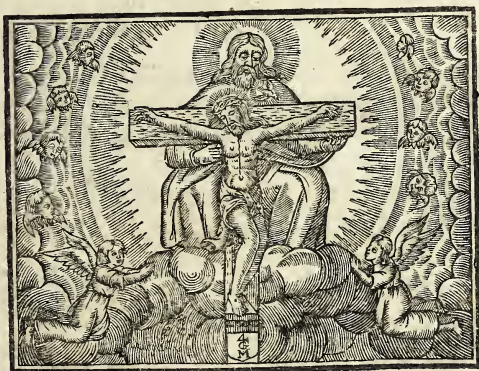


CENSURE DE LA SACRE'E FACVLTE' DE THEOLOGIE

DE LVNIVERSITE' DE PARIS,

*Contre un Livre intitulé, Apologie pour les Casuites,
contre les Calomnies des Iansenistes, &c.
Par vn Theologien & Professeur en Droit Ca-
non. A Paris M. DC. LVII.*

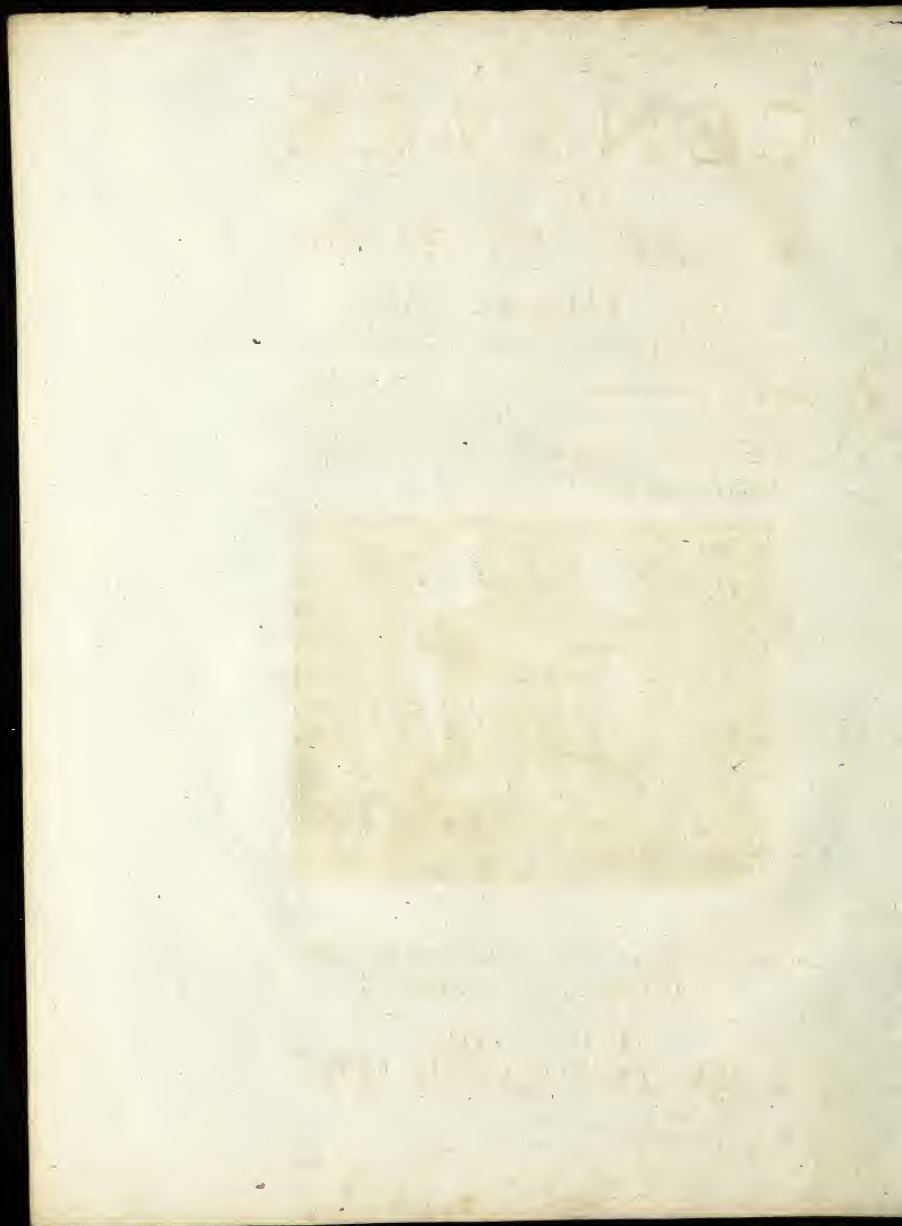


A PARIS,

Chez GASPAR METVRAS, rue S. Iacques,
à la Trinité, pres les Maturins.

M. DC. LVIII.

AVEC PRIVILEGE DV ROT.





CENSURE DE LA SACRÉE FACVLTE' DE THEOLOGIE

DE L'VNIVERSITE' DE PARIS,

*Contre vn Liure intitulé, Apologie pour les Casui-
tes, contre les Calomnies des Iansenistes, &c.*

Par vn Theologien & Professeur en Droit Ca-
non. A Paris M. DC. LVII.



*E quinzième du mois de Ianuier dernier
passé, Maistre Denis Guyart Syndic s'é-
tant plaint à la Sacrée Faculté de Theolo-
gie de Paris dans l'Assemblée generale tenue
au College de Sorbonne, d'un certain Liure qui ne por-
te point le nom de son Auteur, escrit en François sous
ce titre, Apologie pour les Casuistes, contre les ca-
lomnies des Iansenistes, où le Lecteur trouuera les
veritez de la Morale Chrestienne, si nettement ex-
pliquées & prouuées avec tant de solidité, qu'il luy
sera aisé de voir que les maximes des Iansenistes
n'ont que l'apparence de la verité; & qu'effectiue-
ment elles portent à toutes sortes de pechez & aux
grands relaschemens qu'elles blasment avec tant
de scuerité: par vn Theologien & Professeur en*

Droit Canon. A Paris M. DC. LVII. Lequel'on
*disoit estre remply de plusieurs Propositions contre les
 bonnes mœurs: On a choisy quelques Docteurs pour l'e-
 xaminer avec diligence & en faire le Rapport. Lesquels
 ayant souuent conferé entre-eux sur ce sujet, & leur Rap-
 port oüy: La Faculté, apres vne exacte discussion de cette
 matiere dans plusieurs Assemblées, tant ordinaires qu'ex-
 traordinaires, a iugé que les Propositions cy-apres cou-
 chées, qui ont esté extraites par lesdits Examineurs,
 deuoient estre notées des Censures qui suivent.*

PAGE 48.

Vn seruiteur se trouue engagé chez vn Ianseniste, qui luy a fait commettre des pechez mortels contre la Religion Catholique: ou en l'empeschant de se confesser, quand il y estoit obligé, ou d'entendre la Messe les iours des Festes, ou en luy faisant croire quelqu'vne des propositions condamnées: il est capable d'absolution, s'il a contrition de sa faute passée: s'il deteste l'heresie des Iansenistes, & s'il se trouue en si grande necessité qu'il ne rencontre point d'autre condition. Mais les Theologiens Catholiques enseignent, que ceux qui demeurent de leur plein gré dans la conuersation des Iansenistes, avec peril d'adherer à leurs sentimens, sont en estat de damnation, & que les Communautéz qu'ils gouuernent, sont en vn déplorable estat & incapables d'absolution, si elles connoissent le peril ou elles sont. Si toutesfois elles font ce qu'elles peuuent pour sortir de ce danger, & qu'elles detestent cet-

te do-

te doctrine, ie ne voudrois pas leur refuser l'absolution.

CENSURE.

Cette Proposition, entant que l'Auteur pretend dans icelle, qu'il est permis à vn seruiteur de demeurer dans l'occasion prochaine & dans le peril d'adherer aux sentimens & aux opinions condamnées des heretiques, sous pretexte qu'il a contrition de sa faute passée, qu'il deteste l'heresie, & qu'il se trouue en vne si grande necessité qu'il ne rencontre point d'autre condition, & que ledit Auteur ne veut pas que dans cet estat on luy refuse l'absolution, est faulx, scandaleuse, & induit à vn danger manifeste de se perdre, & d'abandonner la Foy.

PAG. 62.

Ie réponds que tout homme qui seroit actuellement dans cette disposition (ie n'ay garde de iamais vouloir égaler vne chose spirituelle à vne temporelle, ny de croire qu'une chose temporelle puisse estre le prix d'une spirituelle) ne commettrait pas vne Simonie contre le Droit diuin, en donnant quelque chose spirituelle en reconnoissance d'une temporelle qu'il auroit receüe. Ie dis plus, que la disposition habituelle suffit, pour empescher qu'on ne tombe dans le peché de Simonie: que s'il se trouue quelqu'un qui n'ayt iamais eu cette disposition habituelle ou actuelle, & qui donne de l'argent pour vne chose spirituelle, en sorte qu'il égale la valeur de l'un à l'autre, il commettra le peché de Simonie contre le Droit diuin; encore qu'il ne pense pas formellement, si la chose spirituelle tient lieu

de marchandise, & l'argent tient lieu de prix.

CENSURE.

Cette Proposition, par laquelle l'Auteur veut qu'un homme qui seroit dans la disposition actuelle ou habituelle de ne vouloir iamais egaler une chose spirituelle à une temporelle, ny de croire qu'une chose temporelle puisse estre le prix d'une spirituelle, ne commettrait pas une Simonie contre le Droit divin, en donnant (comme parle l'Auteur) quelque chose spirituelle en reconnoissance d'une temporelle, est fausse, temeraire, scandaleuse, & ouure le chemin à toute sorte de Simonie contre le Droit divin.

PAG. 64.

Il dit (*Escobar*) qu'il n'y a point de Simonie, lors que deux Religieux s'engagent l'un à l'autre en cette sorte; donnez-moy vostre voix pour me faire élire Prouincial, & ie vous donneray la mienne pour vous faire Prieur.

PAG. 65.

Si le Prouincialat & l'Office de Prieur ne sont point Benefice; il est constant qu'il n'y a point de Simonie dans le Pacte que vous condamnez: parce que la permutation des choses spirituelles, n'est defendue que dans les Benefices.

CENSURE.

Cette Proposition est fausse, & contraire au Droit Canon.

PAG. 91.

Plusieurs de ces Theologiens iugent autrement de l'honneur que du bien, car ils croient qu'on

peut tuer vn homme qui s'enfuit apres auoir donné vn soufflet ou vn coup de baston, parce que selon leur sentiment l'honneur ne se peut recourir que par cette voye.

ET PAG. 92.

En toute cette doctrine qui regarde l'homicide, vn homme de bon sens iugera qu'il n'y a rien qui choque la raison.

CENSURE.

Cette Proposition, par laquelle, au rapport de l'Auteur, on assure qu'il est permis de tuer vn homme qui s'enfuit apres auoir donné vn soufflet, ou vn coup de baston, parce que l'honneur ne se peut recourir que par cette voye, laquelle Proposition ledit Auteur approuue, est fausse, scandaleuse, contraire à la charité Chrestienne & à la Iustice, & ouvre le chemin à la vengeance & à la cruauté.

PAG. 100.

Ces contestations toutesfois n'ont pas empêché, que les Constitutions des Papes & les Ordonnances de nos Roys, n'ayent déclaré que ces rentes constituées sont iustes & legitimes: ce qui me donne sujet de croire qu'il pourra bien en arriuer autant à l'égard des obligations, qu'on condamne maintenant avec plus d'animosité que de raison; puis qu'elles sont appuyées de l'autorité des plus sçauans Theologiens Seculiers & Reguliers, qui soient dans l'Eglise.

CENSURE.

Cette doctrine, entant qu'il est dit qu'on condamne avec

plus d'animosité que de raison ce qu'on appelle obligations pour tirer profit de l'argent presté, est faulse, scandaleuse, & manifestement usuraire.

PAG. 107.

l'entreprends donc de prouuer deux choses. La premiere, qu'un Theologien qui ne s'arrestera qu'aux raisons de la Theologie, peut conseiller à un qui a de l'argent, d'en tirer un honnestre profit. La seconde, que les Ordonnances du Roy ne défendent pas absolument les profits qui sont fondez sur des tiltres équitables. Je ne pretens pas toutefois de sortir des bornes d'un petit extrait que j'ay tiré des Theologiens qui ont escrit de cette matiere, des Canonistes & Docteurs en Droit Ciuil, qui ont composé sur le mesme sujet, comme font, du Moulin, d'Argentray, Louët, & entre les derniers, le sieur Claude Saumaïse.

Mesme pag.

Qui à peine a-t-il esté bien démessé dans les gros ouvrages de ces eminens esprits (*du Moulin & Saumaïse.*)

Mesme pag.

Or i'estime que de diuers tiltres, &c. deux suffisent pour tous les gens qui prestent, à sçauoir le contract de société lors qu'on preste à ceux qui font quelque negoce, & celuy en vertu duquel on achapte une rente pour un an ou pour deux, sur quelque heritage de celuy qui emprunte.

PAG. 108.

Je ne m'arresteray pas à prouuer que ces deux sortes de contractz (*de société & d'achapt de rente pour vn an*) fussient pour accommoder ceux qui prestent, parce que, la chose me semble claire.

Mesme pag.

Personne n'a blasimé cette société de Marchand à Marchand, tous les iours elle se pratique; on la souffre mesme entre les joïeurs de cartes, pourquoy ne sera-t-elle mauuaise qu'à l'esgard de ceux qui prestēt leur argent, pour en accommoder les particuliers & conseruer le commerce dans la Republique?

Mesme pag.

Nous repartons, que celuy qui preste son argent, entre par le premier contract de société, au mesme danger de perdre, que celuy qui emprunte; de mesme que tous deux partagent également l'esperance du profit qui peut reuenir de la société; mais par les deux contractz qui suivent, celuy qui preste vend l'esperance du profit, qu'il eust eu à vn prix fort modique, à condition que celuy qui emprunte assurera la somme principale de celuy qui preste, en sorte qu'il ne courra point de risque, mais aussi il ne receura qu'un petit guain, & celuy qui emprunte court hazard de gagner vn profit tres-considerable.

Pag. 109.

Ces deux exemples prouuent assez, que celuy

qui preste son argent par le contract de société, peut par les deux autres suiuians, mettre sa somme à couuert, en vendant l'esperance d'un grand profit pour vn petit prix, dont il conuiendra, comme seroit au denier dixhuiet, ou au denier vingt. Nos aduersaires font icy vne seconde démarche, & confessent que ces deux derniers contracts sont equitables, pourueu qu'ils se fassent apres que le premier contract de société a esté passé; mais ils n'auoient pas que ces trois contracts se puissent faire à la fois, de sorte que celuy qui preste son argent, puisse dire au Marchand qui l'emprunte, *ie veux prendre part au profit que vous ferez en trafiquant, & parce que ie ne suis pas versé aux affaires, ie vous quitte tout le profit que vous tirerez de mon argent, pourueu que vous me fassiez monter ma part au denier dix-huit*: La difficulté ne consiste donc plus qu'à prouuer, qu'on peut par vn seul contract conuenir d'un profit réglé, ainsi qu'on l'eust peu par les trois que nos aduersaires reconnoissent pour legitimes.

Mesme pag.

Ils ne scauroient donner de raison, pourquoy vn qui preste son argent à vn qui negocie, ne peut pas tout d'un coup dire qu'il renonce au reste du profit que fera le Marchand, pourueu que ledit Marchand luy assure sa somme principale, & qu'il luy donne part à son profit au denier dix-huit, ou à vn autre prix raisonnable.

Pour dernière instance nos aduersaires disent, que ce contract de société pallie les vsures & qu'il ne faut pas le souffrir. Mais s'ils entendoient bien ce que c'est que de pallier l'vsure, ils n'auanceroient pas cette objection; car on ne pallie point l'vsure, quand on fait vn vray contract & legitime, en vertu duquel on profite autant que fait l'vsurier par son contract vsuraire, la palliation se trouue seulement lors qu'on feint vn contract legitime & vn veritable riltre, qu'on n'a toutefois point, afin de tirer du profit de son argent, &c. Ce qui ne se trouue point aux trois contracts dont il s'agist, qui sont veritables & effectifs.

Mesme pag.

L'équité du second contract dans lequel celuy qui compte son argent, achapte vne rente pour vn an ou pour deux, est aussi aisée à prouuer; car c'est vn vray achapt aussi bien que le contract de rente constituée, & n'y a point d'autre difference, sinon que dans les ordinaires constitutions de rentes, celuy qui acquiert, achapte à perpetuité & aliene son argent pour tousiours, & dans celuy cy il n'achapte que pour vn an & n'aliene que pour le mesme temps.

Pag. 111.

I'en ay assez dit pour le dessein que i'ay de iustifier les deux contracts de société & d'achapt de ren-

te pour vn temps limité, & pour exempter de blafme les Theologiens & Directeurs qui permettent à ceux qu'ils dirigent, de faire profiter leur argent en ces deux manieres. Reste à voir s'il est expedient de conseiller ces deux sortes de contracts. Je trouue plusieurs Theologiens qui tiennent pour l'affirmatiue, supposé que ceux qui ont de l'argent soient determinez à n'en point accommoder gratuitement ceux qui en ont besoin, & qu'ils ne veulent point l'employer en rentes constituées, pour des raisons qu'ils alleguent; comme parce qu'ils ont des enfans à marier, ou bien ils veulent acheter vne terre, ou ils attendent le temps propre pour traiter d'un office, &c. Ces Theologiens prouuent leur opinion, par des raisons fort considerables, qui se reduisent à dire, que l'opinion contraire à la nostre renuerse la charité, sous pretexte de charité & de faire prester gratuitement.

Pag. 112.

Pour ces raisons & autres qui me tiennent presque lieu de demonstrations morales, ie crois qu'il seroit expedient de conseiller l'usage de semblables contracts. Il n'y a que les Ordonnances du Roy qui me fassent de la peine, parce qu'elles defendent ces profits & interests qui se tirent de l'argent, & c'est l'vnique cause pour laquelle, des plus sçauans Aduocats du Royaume, & d'autres gens de Robbe, avec qui j'ay conféré de cette matiere, ne peuuent

peuvent gouter ces interets, parce que l'Ordonnance les defend, & ils aduoient que sans cette defense on pourroit les recevoir sans offenser Dieu. Il importe donc grandement de prouuer que non-obstant ces Ordonnances, il est tout probable que l'on peut en conscience, retirer du profit par le contract de societé, ou par l'achapt d'une rente pour vn temps limité.

Pag. 113. & 114.

Ce n'est donc pas l'intention de nos Roys de commander à leurs Sujets qu'ils prestent gratuitement en tous cas, mais ils pretendent de commander le seul prest d'argent, que les Latins appellent *mutuum*. Or ce prest ne s'entend ordinairement que de l'argent qui se preste pour achepter les choses qui nous sont necessaires pour viure, ou au plus pour maintenir vn estat que l'on auroit legitime-ment acquis. C'est ainsi que quelques Theologiens, & entre les Canonistes *Gregorius Tolosanus lib. 22. c. 3.* expliquent l'obligation que nous auons de prester *gratis*, en sorte que nous soyons obligez de ne rien profiter quand nous prestons à vne personne qui en a besoin, pour se maintenir dans son estat.

Pag. 115.

Le conclus de ces exemples, que les prests qui se font dans l'équité & conformément aux tiltres que j'ay expliquez ne sont pas contre le Droit naturel, & ne sont pas infectez du vice d'vsure, ou d'iniusti-

ce, puisque le Magistrat les accorde si facilement. Le conclus que les Ordonnances ne les defendent pas absolument, mais elles veulent qu'on s'adresse au Iuge afin qu'il examine s'il n'y a point de ces vsures enormes qui sont contre le Droit naturel & diuin. Comme on trouue encore à Paris & aux autres villes de France, des gens qui prestent sur gages à deux ou trois sols chaque mois pour escu.

Pag. 116.

L'appuye ces conclusions de coniectures fort probables, parce que nous ne trouuons pas qu'en France ces sortes de profits ayent esté defendus auant Philippes le Bel; & dans l'Eglise nous n'auons point de Canons qui les defendent aux personnes Laïques auant Alexandre III. qui viuoit environ cent cinquante ans deuant Philippes le Bel: Les Canonistes qui ont escrit sur le tiltre de *vsuris*, conuiennent en cela, & le sieur Claude Saumaïse, qui est le plus recent Autheur qui ait escrit sur l'vsure, le prouue en plusieurs endroits de son Liure. Ces defences, dans l'estat Ecclesiastique & Seculier, nous sont venuës des enormes vsures des Iuifs & des Chrestiens, qui pour les imiter inuenterent diuerfes palliations; afin de n'estre pas chastiez si on les trouuoit coupables de l'vsure contre le Droit naturel & diuin.

Pag. 117.

C'est ce Contract dont parle le 202. Article de l'Or-

donnance de Blois, quand elle defend de vendre des marchandises à perte de finances, & dont la nature se connoist mieux par les cas particuliers que par les speculations generales. Vn Marchand, par exemple, vend du drap à vingt cinq francs l'aulne à crédit & terme d'un an, le mesme qui achepste, prie le Marchand de reprendre sa marchandise à vingt francs l'aulne argent comptant, en sorte toutes-fois que la premiere vente & le premier Contract subsiste, par lequel celuy qui a achepsté cette estoffe est obligé de payer le prix conuenu, le terme d'un an estant expiré. Les Theologiens demandent si ce Contract est vsuraire ou iniuste, & quelques vns respondent, que si la bonne foy s'y rencontre & que le Marchand qui a vendu au plus haut prix sa marchandise, ne l'a r'achepste qu'au plus bas qui soit dans la iustice & dans l'équité, il n'y a point de mal en ce Contract, d'autant que dans la vente de toute marchandise, il y a trois prix, le haut, le mediocre & le bas; & que dans toute cette estendue de prix, on peut achepster ou vendre vne mesme marchandise sans iniustice. Ces Theologiens disent de plus, que le Marchand donnant son estoffe à credit pour le terme d'un an, peut prendre l'intérest du prix qu'il eust deub receuoir argent comptant, *propter lucrum cessans & damnum emergens*. Ie crois que cette opinion est tres-probable, si toutes ces circonstances se trouuoient dans ce Contract.

Or ce qu'ils disent des rentes constituées, ie le dis des Contracts de société & des Contracts qui achèptent vne rente pour vn temps limité, comme seroit pour vn an ou pour deux seulement; & tout ce qu'ils disent contre ces deux Contracts, ie le dis contre les rentes constituées, & quand ils me demandent en quels cas ie mettray le peché d'usure, si ie permets à ceux qui prestent de tirer l'intérêt de l'argent qu'ils prestent; ie leur responds que ie ne permets point de tirer profit de l'argent sinon aux cas, où nos aduersaires permettent de prester de l'argent & de faire des constitutions de rente; mais en toutes les rencontres où ils approuuent ces rentes constituées, ie dis qu'on peut se seruir des Contracts de société & d'achapt de rente pour vn ou deux ans, sans aliéner son argent pour tousiours.

CENSURE.

L'Auteur dans cette doctrine non seulement induit à exercer des usures, mais mesmes les conseille, & suggere diuerses tromperies pour les pallier, & à cette fin loüe & approuue avec scandale la doctrine des Liures composez par des heretiques pour la defense de l'usure, & tire de mauuaises conséquences des Docteurs Catholiques.

Pag. 127.

Dicafeillus enseigne, que la calomnie lors qu'on en vse contre vn calomniateur, quoy qu'elle soit vn mensonge, n'est pas neantmoins vn peché mortel,
ny

ny contre la Iustice, ny contre la Charité.

Mesme pag.

Il tient en effet l'opinion probable que vous blasmez avec des termes si outrageux.

Pag. 128.

Car quoy que *Dicaſtilus* diſe, que s'il impute fauſſement vn crime à ce calomniateur, ce ne ſera pas vn peché contre la Iuſtice, mais vn ſimple menſonge, &c. Cela n'empêche pas qu'ils ne ſoient d'accord avec *Dicaſtilus*, & qu'ils ne tiennent qu'on peut oſter la reputation d'un calomniateur, ſans commettre aucune iniuſtice.

Pag. 129.

Ce que j'ay dit iuſques icy n'eſt pas pour authoriſer la pratique de la doctrine de *Dicaſtilus*, car encore qu'elle ſoit probable, priſe en elle-mesme, toutesſois parce que pour l'ordinaire elle peut eſtre ſuiuie de tres-dangereuſes conſéquences, la plus grande partie des Theologiens enſeignent, qu'il n'eſt pas permis à vn particulier de defendre ſa reputation en calomniant ſon ennemy, ou en luy impoſant vn crime, ſi ce n'eſt deuant les Iuges, qui ont l'authorité pour chaſtier les calomniateurs qui accuſent vne perſonne innocente.

CENSURE.

Cette Proposition eſt fauſſe, ſcandaleuſe, & dangereuſe.

Au reſte, comme ce Liure a eſté fait à l'occaſion de quel-

E

ques Lettres Françoises, envoyées sous le nom incertain d'un Amy à un Prouincial; de mesme façon que la Faculté n'entend point approuver en aucune manière lesdites Lettres, aussi n'a-t-elle pas dessein d'autoriser plusieurs autres Propositions de ce mesme Livre: Au contraire, le zele qu'elle a pour le salut des ames & l'intégrité des mœurs, fait qu'elle donne aduis, que cet ouvrage Apologetique est composé en telle sorte, qu'il induit aisément ceux qui le lisent à chercher trop de pretextes de s'excuser dans les pechez qui se commettent par vne ignorance criminelle, à demeurer & non sans peché dans plusieurs occasions prochaines de mal faire, à prendre part aux fautes d'autrui, à s'abandonner aux excez de la bouche, à ne point satisfaire selon l'esprit & l'intention de l'Eglise au Commandement d'ouïr la Messe, à retenir par fraude & par iniustice les biens du prochain, & à faire plusieurs autres méchancetez; & partant elle iuge que la lecture de ce Livre est dangereuse & pernicieuse, & qu'il la faut entièrement defendre au peuple Chrestien. Fait à Paris au College de Sorbonne le 16. Inillet 1658.

Par le commandement de Monsieur le Doyen & de Messieurs les Maistres de la Sacrée Faculté de Theologie de l'Vniuersité de Paris.

PHILIPPE BOVVOT.



PRIVILEGE DV ROY.

LOVIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlements, Maistres des Requestes ordinaires de nostre Hostel, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, ou leurs Lieutenants, & à tous autres nos Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, Salut. Nostre cher & bienamé GASPARD METVRAS, Marchand Libraire en nostre bonne Ville de Paris, nous a tres humblement fait remonstrer, qu'il luy a esté mis es mains vn Liure intitulé, *Censure de la Sacrée Faculté de Theologie de l'Vniuersité de Paris, contre vn Liure intitulé, Apologie pour les Casuistes, contre les Calomnies des Iansenistes, &c.* qu'il desireroit faire imprimer, tant en Latin comme en François, s'il nous plaisoit luy accorder nos Lettres sur ce necessaires. A CES CAUSES, desirant fauorablement traiter ledit Exposant, nous luy auons permis & octroyé, permettons & octroyons par ces presentes, d'imprimer ou faire imprimer, vendre & debiter ladite Censure, tant en Latin qu'en François, en telle marge & caractere que bon luy semblera, durant le temps & espace de cinq ans consecutifs, à commencer du iour que ledit Liure sera acheué d'imprimer pour la premiere fois: Pendant lequel temps nous faisons tres-expresses inhibitions & defences à tous Imprimeurs & Libraires, & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de l'imprimer ou faire imprimer, à peine de deux mil liures d'amende, applicable vn tiers à Nous, vn tiers à l'Hostel-Dieu de nostre Ville de Paris, & l'autre tiers audit Exposant, confiscation des Exemplaires, & de tous dépens, dommages & interests: A la charge

qu'il en sera mis deux Exemplaires en nostre Bibliotheque publique; vn dans la Bibliotheque seruant à nostre Personne, establie en nostre Chasteau du Louure, vulgairement dit le Cabinet de nos Liures, dont nous auons commis la garde à nostre Conseiller le Sieur de Chaumont; & vn en celle de nostre tres-cher & feal le Sieur Seguier, Cheualier, Chancelier de France, & qu'il sera registré sur le Liure de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de nostre Ville de Paris, auant que de l'exposer en vente, à peine de nullité des presentes. Si vous mandons, que du contenu en cesdites presentes vous fassiez iouyr plainement & paisiblement ledit Exposant, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Voulons qu'au *Vidimus* des presentes qui sera inseré audit Liure, soy soit adioustée comme à l'original. Mandons en outre & commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, faire pour l'exécution des presentes tous Exploits necessaires; Car tel est nostre plaisir, nonobstant Clameur de Haro, Chartre Normande, & Lettres à ce contraires. DONNE à Paris le vingt-vnième iour d'Octobre, l'an de grace mil six cens cinquante-huit. Et de nostre Regne le XVI.

Par le Roy en son Conseil, MABOVL.

Acheuè d'imprimer le 26. Octobre 1658.

Registré sur le Liure de la Communauté des Imprimeurs & Libraires, suivant l'Arrest du Parlement du 8. Avril 1653.
le 22. Octobre 1658. D. BESNET, Syndic.